



MEESCHAERT

Asset Management



RAPPORT ANNUEL

NOUVELLE STRATEGIE 50

31 DECEMBRE 2020

Société de gestion : Meeschaert Asset Management
Siège social : 12 Rond-Point des Champs-Élysées 75008 Paris
Dépositaire : CACEIS Bank

Publication des prix d'émissions et de rachats : tenue à disposition des porteurs de parts chez la société de gestion

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION

Orientation des placements	2
Politique d'investissement	11
Déontologie	15

COMPTES ANNUELS 18

Bilan Actif
Bilan Passif
Hors Bilan
Compte de résultat

COMPTES ANNUELS - ANNEXES

Règles et méthodes comptables
Evolution de l'actif net
Complément d'information 1
Complément d'information 2
Ventilation par nature des créances et dettes
Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument
Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors bilan
Ventilation des postes d'actif, de passif et de hors bilan par maturité résiduelle
Ventilation des postes d'actif, de passif et de hors bilan par devise de cotation
Affectation des sommes distribuables
Résultats et autres éléments
Inventaire

RAPPORT DE GESTION

1 – Orientation des placements

OPC d'OPC : Moins de 10 % de l'actif net

OBJECTIF DE GESTION

Nouvelle stratégie 50 est un FCP dont l'objectif de gestion est d'offrir une croissance du capital à long terme par le biais d'un portefeuille diversifié selon des critères éthiques et de développement durable. La gestion vise à surperformer son indicateur de référence composé de 60 % de l'indice MSCI EMU Net Total Return et de 40 % de l'indice monétaire (« Ester + 8.5 bps » capitalisé) en mettant en œuvre une stratégie ISR. Cet indice composite ne définit pas de manière restrictive, l'univers d'investissement mais permet à l'investisseur de qualifier la performance et le profil de risque qu'il peut attendre lorsqu'il investit dans le fonds.

INDICATEUR DE REFERENCE

La gestion du fonds étant active et discrétionnaire, l'allocation d'actifs pourra différer sensiblement de celle constituée par son indicateur de référence ; des comparaisons à l'indice composite (60 % MSCI EMU Net Total Return et 40 % « Ester + 8.5 bps » capitalisé) restent cependant possibles à long terme.

Le MSCI EMU Net Total Return est un indice d'actions représentatif des marchés des moyennes à grandes capitalisations des 10 pays développés de l'union économique et monétaire européenne. Il est calculé dividendes réinvestis.

Cet indice est administré par MSCI Limited et disponible sur le site www.msci.com.

Ticker Bloomberg : MSDEEMUN.

L'indice Ester est l'acronyme d'Euro Short-Term Rate (en français « taux en euro à court terme »). C'est un taux d'intérêt interbancaire de référence, calculé par la BCE. Il est basé sur des données fournies quotidiennement par les banques conformément au règlement sur les statistiques des marchés monétaires (MMSR) concernant des opérations en blanc en euro effectuées sur le marché monétaire au jour le jour. Consultable sur <https://www.ecb.europa.eu/>.

Ticker Bloomberg : ESTRON.

A la date de la dernière mise à jour du présent prospectus, les administrateurs des indices de références nommés ci-dessus sont inscrits sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

Conformément au règlement(UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, Meeschaert Asset Management dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de cet indice.

STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

Stratégies utilisées

1) Sélection Extra-Financière – ESG

La stratégie d'investissement de « NOUVELLE STRATÉGIE 50 » repose en amont sur la sélection de valeurs éligibles pour le fonds, dans une démarche de « best-in-class » et d'« intégration positive ». Effectuée à partir de données extra-financières provenant de prestataires spécialisés, elle est enrichie par les analyses réalisées par l'équipe de recherche ISR interne. Ainsi, dix études sectorielles et thématiques sont effectuées chaque année, pour approfondir les enjeux ESG spécifiques à chaque activité ainsi que pour identifier des entreprises à forte valeur ajoutée sociale ou environnementale.

L'association Ethique et Investissement participe activement à la réflexion sur le référentiel de valeurs éligibles par les comités de gestion ISR en alimentant les différents débats. L'association intervient dans ces comités pour exprimer sa sensibilité aux profils ESG et aux controverses des entreprises pour enrichir les débats. Ces comités réunissent des membres de l'association Ethique et Investissement et l'équipe de Meeschaert Asset Management. Lors de chaque rencontre, un secteur économique (banques, télécommunications, automobiles ...) ou un sujet thématique (changement climatique, vieillissement démographique, matières premières en Afrique ...) est étudié. L'association Ethique et Investissement n'intervient qu'à titre consultatif et ne prend donc pas les décisions d'investissement/de désinvestissement qui relèvent de la seule responsabilité de l'équipe de gestion.

L'application de critères extra-financiers dans le processus de sélection des titres est effectuée en amont puis est suivie du filtre des critères financiers.

Le filtre ISR est éliminatoire, les titres éligibles en portefeuille devront satisfaire aux critères extra-financiers.

Meeschaert Asset Management utilise en complément d'agences de notation extra-financières (dont Sustainalytics), des études sectorielles et thématiques réalisées en interne ainsi que la recherche de Vigeo Eiris, Ethifinance, Proxinvest, et ECGS dans son process de gestion.

Le fonds pratique une première démarche d'exclusion qui cible les entreprises dont une part non négligeable de l'activité (5% du chiffre d'affaires) s'effectue dans l'alcool, l'armement, les jeux d'argent, la pornographie, le tabac, les OGM et les pesticides, ainsi que le charbon (exploitations minières, production d'électricité à partir de charbon thermique).

La sélection se porte sur des entreprises qui selon notre analyse respectent la dignité humaine et agissent pour un développement économique et humain durable (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance). Une attention particulière sera donc accordée aux critères de respect des Droits de l'Homme et des droits du travail, ainsi qu'aux engagements pris par les entreprises vis-à-vis des communautés locales.

Les principaux critères d'analyse des entreprises sont :

- Les politiques sociales,
- La qualité de la présence dans les pays en développement
- Les politiques environnementales
- La gouvernance
- Le respect des droits de l'Homme
- Les relations nouées avec l'ensemble des parties prenantes (clients, fournisseurs, communautés locales, sociétés civiles, actionnaires...).

A titre d'exemples, quelques indicateurs pour la sélection des entreprises:

- Critères environnementaux : gestion des émissions de gaz à effet de serre, préservation de la biodiversité, gestion des déchets...
- Critères sociaux : formation et gestion des compétences, politique de santé et de sécurité, conditions de travail...
- Critères de gouvernance : indépendance du conseil d'administration, pourcentage de femmes dans les postes de direction, efficacité des systèmes de contrôle interne...

- Respect des Droits de l'Homme et droits du travail : lutte contre les discriminations, dialogue social ...
- Engagements pris par les entreprises vis-à-vis des communautés locales : impact économique de l'entreprise sur ses territoires d'implantation ...

A titre d'exemples, quelques indicateurs pour la sélection des Etats :

- Critères environnementaux : classements de la performance environnementale des pays...
- Critères sociaux : taux de chômage, écart des rémunérations hommes / femmes...
- Gouvernance : classements des niveaux de corruption des différents pays...
- Sociétal : indice de développement humain...

a) Processus ESG – Obligation

L'univers de départ est constitué d'environ 1300 émetteurs, correspondant aux indices ICE BofAML ER00 et HEA0.

La démarche d'analyse s'effectue en fonction des critères suivants :

- score ESG Sustainalytics (Total ESG Risk Rating <= à 35) (échelle de notation allant de 0 à 100)
- niveau de controverses Sustainalytics (niveau de controverse < à 4 (échelle allant de 1 à 5))

L'univers des valeurs sur la base de ces critères est revu à minima trimestriellement.

Intégration Positive

Pour élargir le périmètre investissable initial défini par l'approche best-in-class, une démarche complémentaire d' « Intégration Positive » vise à sélectionner des émetteurs Non-Notés, dont l'activité apporte une valeur ajoutée humaine, sociale ou environnementale. Concernant la démarche « intégration positive », la SGP appliquera les mêmes contraintes que pour les autres valeurs sélectionnées, en termes de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) et d'exclusion. (Cf. process décrit ci-dessus).

Les obligations « Green bond » ou « Social bond », font l'objet d'une analyse spécifique prenant notamment en compte le respect des Green Bond Principles et/ou Social Bond Principles, mais aussi la contribution des projets qui seront financés aux objectifs climatiques et RSE de l'émetteur.

Les Green Bond Principles et Social Bond Principles reposent sur quatre grands principes : Utilisation des fonds, Processus de sélection et évaluation des projets, Gestion et traçabilité des fonds, Reporting. Pour plus de détail consulter : <https://www.icmagroup.org/green-social-and-sustainability-bonds/green-bond-principles-gbp/> et <https://www.icmagroup.org/green-social-and-sustainability-bonds/social-bond-principles-sbp/>.

Le poids des Green bonds et Social Bond dans le portefeuille a pour vocation d'évoluer en fonction du développement de ce nouveau marché.

b) Processus ESG - Action

L'univers de départ est constitué d'environ 700 émetteurs, intégrant notamment l'indice Stoxx Europe 600.

L'équipe ISR présente ses analyses dans un comité mensuel, qui regroupe des associations et ONG. Ces comités permettent de débattre sur les enjeux extra-financiers exposés. L'équipe ISR identifie, à la fin de chaque comité, les sociétés ayant le meilleur comportement sur la base des critères présentés ci-dessus, pour les inclure dans l'univers d'investissement. Ces éléments sont complétés par une analyse interne réalisée par Meeschaert Asset Management qui en détaille la logique économique et qui en précise les enjeux éthiques et de développement durable. Cette sélection s'effectue selon une logique de classement, au sein de chaque secteur d'activités. Dans un premier temps, une approche quantitative permet d'éliminer les entreprises les moins bien notées par les prestataires externes. Les deux derniers

déciles sont ainsi de facto éliminés (sont exclus les 20 % des titres ayant les notations les plus faibles). Dans un second temps, le reste du secteur est analysé qualitativement de façon approfondie, afin de classer les entreprises en fonction de leurs approches et de leurs évaluations ESG. Plus le secteur sera considéré comme sensible au niveau social et environnemental, et plus le degré de sélectivité sera exigeant.

L'équipe ISR complète son analyse par la veille sur les controverses et les actions correctrices mises en place.

Intégration Positive

Pour élargir le périmètre investissable initial défini par l'approche best-in-class, une démarche complémentaire d'« Intégration Positive » vise à sélectionner les entreprises de petite ou moyenne capitalisation, dont l'activité apporte une valeur ajoutée humaine, sociale ou environnementale. Ce panier supplémentaire d'entreprises éligibles est compris entre 50 et 100 valeurs, et fait l'objet d'analyses internes en collaboration avec Ethifinance. Concernant la démarche « intégration positive », la SGP appliquera les mêmes contraintes que pour les autres valeurs sélectionnées, en termes de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) et d'exclusion. (Cf. process décrit ci-dessus).

c) Taux de Sélectivité

A titre indicatif, dans chaque poche (Obligations et Actions), au maximum 80% de l'ensemble des entreprises analysées tous secteurs confondus sont finalement éligibles et donc intégrées au périmètre d'investissement du fonds.

Au global, le taux d'exclusion par rapport à l'univers de départ sera supérieur à 20%.

d) Poids de l'ESG

La part des émetteurs analysés ESG dans le portefeuille du fonds doit être durablement supérieure à 90%. Ces pourcentages peuvent s'entendre soit en nombre d'émetteurs soit en pourcentage de l'actif net du fonds. Le calcul des normes chiffrées se fait, le cas échéant, sur la seule poche éligible du fonds, à l'exclusion des liquidités détenues à titre accessoire.

Le portefeuille sera composé d'au moins 30% d'actifs autres que les titres de créances émis par les Etats, les collectivités territoriales et par les agences gouvernementales ou internationales publiques, ces derniers faisant l'objet d'une évaluation ESG.

Lorsqu'un titre ne respectera plus les critères exposés ci-dessus, le département de recherche ISR en informe le gérant, qui dispose au besoin d'un délai de 3 mois pour céder ce titre. Le choix du timing de vente dépendra des opportunités de marché et s'effectuera dans l'intérêt du porteur.

e) Investissement en OPCVM

Concernant l'investissement sur les OPC limité à 10% de l'actif net : Le fonds pourra investir dans des fonds ISR de Meeschaert Asset Management ayant une stratégie ESG assez proche. Certains critères de sélection pouvant être différents, la stratégie ISR du fonds pourrait ne pas être parfaitement harmonisée. Dans le cadre de sa gestion de trésorerie, le fonds pourra avoir recours à des OPC «Monétaires ».

Les critères de sélection sont à la fois quantitatif (performances historiques, la volatilité, indicateurs de risque extrême...) et qualitatif (qualité de la société de gestion, processus de gestion, univers d'investissement, qualité du reporting, rendez-vous avec le gérant pour le suivi de ses opérations, reconnaissance de l'industrie : prix, récompenses, étoiles...).

2) Analyse Financière

L'analyse financière est basée sur les critères suivants : La gestion s'effectue dans le cadre d'un processus de sélection basée sur des analyses financières historiques et des données prévisionnelles, définie en fonction des opportunités de marché.

Pour les titres en direct, le processus de sélection s'établit en 4 étapes distinctes:

- suivi et analyse (données économiques, données de marchés, analyses financières et crédit...),
- élaboration du scénario prévisionnel (décisions des banques centrales, prévisions de bénéfices,
- anticipations de l'évolution des courbes de taux...), stratégie d'investissement (choix de zone géographique, choix de secteurs, durée, choix des émetteurs...) et
- construction du portefeuille.

L'exposition totale au risque action pourra évoluer entre 0% et 100% de l'actif net.

Les titres d'émetteurs issus des pays émergents seront limités à 10% de l'actif net.

Actifs (hors dérivés intégrés)

Actions :

La part actions pourra évoluer entre 0% et 100 % de l'actif net et sera composée majoritairement de valeurs de la zone euro. La gestion peut, à hauteur maximum de 50 % de l'actif net, être élargie aux actions des pays hors zone euro (dont 10% maximum dans les pays émergents).

La gestion pourra concerner les moyennes et grandes capitalisations.

Titres de créances, instruments monétaires :

Sur la partie taux, le fonds investit directement ou par l'intermédiaire d'OPCVM et/ou de FIA européens ouverts à une clientèle non professionnelle, sur les marchés obligataires incluant les obligations convertibles et sur les titres de créances négociables d'état ou d'émetteurs privés.

Pour ce qui concerne les titres de taux, la société de gestion mène sa propre analyse crédit dans la sélection des titres à l'acquisition et en cours de vie. Elle ne s'appuie pas exclusivement sur les notations fournies par les agences de notation et met en place une analyse du risque de crédit et prend les dispositions nécessaires pour prendre ses décisions à l'achat ou en cas de dégradation de ces titres, afin de décider de les céder ou les conserver. La société de gestion ne recourt pas mécaniquement à ces notations mais privilégie sa propre analyse crédit pour évaluer la qualité de crédit de ces actifs et décider de la dégradation éventuelle de la note.

La sélection des obligations convertibles et des TCN se fera exclusivement à travers une analyse interne, sans recours aux agences de notation.

Les produits de taux pourront dans la limite de 20 % de l'actif net, concerner des produits à caractère spéculatifs non notés ou notés "High Yield". Cette notation est réalisée par la société de gestion sur base de la notation composite Bloomberg et/ou celle d'agences de notation financière.

La société de gestion ne recourt pas uniquement à ces notations et utilise d'autres sources d'informations (publication des comptes, roadshows, analyses crédit...) pour évaluer la qualité de crédit de ces actifs et décider de la dégradation éventuelle de la note..

Aucune contrainte n'est imposée sur la durée, la sensibilité et la répartition entre dette privée et publique des titres choisis.

Actions et parts d'OPCVM et/ou de FIA européens ouverts à une clientèle non professionnelle :

L'investissement en parts ou actions d'OPCVM et/ou de FIA européens ouverts à une clientèle non professionnelle, respectant les 4 critères d'éligibilité décrits à l'article R214-13 du Code Monétaire et Financier), gérés par Meeschaert Asset Management ou d'autres sociétés de gestion, s'effectuera en OPC dans la limite de 10 % de l'actif net.

Instruments dérivés

Pour poursuivre l'objectif de gestion, l'OPCVM pourra intervenir sur des instruments financiers à terme négociés sur des marchés réglementés français et étrangers ou organisés. Dans ce cadre, le gérant pourra prendre des positions en vue de couvrir le portefeuille, en vue d'augmenter l'exposition au marché et/ou de reconstituer une position exposition synthétique sans rechercher de surexposition.

Les engagements ne pourront excéder 100 % de l'actif net.

Le gérant pourra investir sur les instruments dérivés suivants:

Nature des marchés d'intervention :

- ◆ Réglementés ;
- ◆ Organisés ;
- ◇ De gré à gré ;

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- ◆ Actions ;
- ◆ Taux ;
- ◆ Changes ;
- ◇ Crédit ;
- ◇ Autres risques (à préciser) ;

Nature des interventions : l'ensemble des opérations devant être limité à la réalisation de l'objectif de gestion.

- ◆ Couverture ;
- ◆ Exposition;
- ◇ Arbitrage ;
- ◇ Autres natures ;

Nature des instruments utilisés :

- ◆ Futures ;
- ◆ Options ;
- ◇ Swaps ;
- ◇ Change à terme ;
- ◇ Dérivés de crédit ;
- ◇ Autres natures (à préciser) ;

La stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

- ◆ Couverture du risque de taux ;
- ◇ Couverture du risque de crédit ;
- ◆ Couverture du risque actions ;
- ◆ Couverture du risque de change ;
- ◆ Reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, à des risques : actions et changes ;
- ◇ Autre stratégie

Les contrats à terme sont utilisés comme instruments, peu onéreux et liquides, en vue de couvrir le portefeuille, en vue d'augmenter l'exposition au marché et/ou de reconstituer une exposition synthétique aux risques de taux, actions ou de change.

Les options sur les marchés à terme de taux d'intérêts ou de change sont utilisées pour protéger le portefeuille contre une hausse éventuelle des taux d'intérêts ou une baisse de la devise ou reconstituer une position synthétique.

Il ne sera pas recherché de surexposition.

La somme de ces engagements est limitée à 100 % de l'actif net.

Le fonds n'aura pas recours au Total Return Swap.

Le fonds n'aura pas recours à l'effet de levier.

Titres intégrant des dérivés

Le fonds aura recours à tout type de titres intégrant des dérivés simples. Les bons de souscription resteront dans la limite de 10% de l'actif net et les obligations convertibles ou échangeables dans la limite de 100% de l'actif net.

Dépôts

Néant.

Emprunts d'espèces

Dans le cadre de son fonctionnement normal (souscription/rachats) et dans la limite de 10 % de son actif net, le FCP peut se trouver temporairement en position débitrice et avoir recours dans ce cas à l'emprunt d'espèces.

Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres

Néant.

Contrats constituant des garanties financières :

Dans le cadre de la conclusion d'instruments financiers à terme conformément à la réglementation applicable, le FCP pourra être amené à verser et/ou recevoir une garantie financière dans un but de réduction du risque de contrepartie. Cette garantie financière peut être donnée sous forme de liquidité ou en titres financiers.

L'éligibilité des titres reçus en garantie est définie conformément à des contraintes d'investissement. Toute garantie financière reçue respectera les principes suivants :

- Liquidité : Toute garantie financière en titres doit être très liquide et pouvoir se négocier rapidement sur un marché réglementé à prix transparent.
- Cessibilité : Les garanties financières sont cessibles à tout moment.
- Evaluation : Les garanties financières reçues font l'objet d'une évaluation quotidienne au prix du marché.
- Interdiction de réutilisation : Les garanties financières ne peuvent être ni vendues, ni réinvesties, ni remises en garantie.
- Corrélation : les garanties sont émises par une entité indépendante de la contrepartie.
- Diversification : L'exposition à un émetteur donné ne dépasse pas 20% de l'actif net.
- Conservation : Les garanties reçues par le FCP seront conservées par le dépositaire du FCP ou à défaut par tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur de la garantie.

Risque global

L'engagement sur les marchés à terme est calculé selon la méthode du calcul de l'engagement.

PROFIL DE RISQUE

Le FCP sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gérant dans le cadre de la stratégie d'investissement décrite au paragraphe précédent. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers sur lesquels le FCP sera investi.

La valeur liquidative est susceptible de connaître une volatilité du fait des instruments financiers qui composent son portefeuille. Dans ces conditions, le capital investi pourrait ne pas être intégralement restitué y compris pour un investissement réalisé sur la durée de placement recommandée. Il est nécessaire de préciser que la gestion du FCP n'étant ni indicielle, ni benchmarkée, la performance du FCP pourra, le cas échéant, s'éloigner sensiblement de l'indicateur de référence.

Les principaux risques auxquels s'expose l'investisseur sont :

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

Risque de perte en capital :

Le fonds répercutera les baisses des marchés actions et/ou obligations à hauteur de son niveau d'investissement sur ces marchés. L'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et qu'il peut ne pas récupérer le capital initialement investi.

Risque action :

le fonds peut, à tout moment, être sensible aux variations de cours affectant les marchés actions. La valeur des investissements et le revenu qui en découle peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le capital initialement investi. La valeur d'un portefeuille peut être affectée d'une part par l'évolution des résultats des entreprises et leurs activités économiques et d'autre part, par des facteurs extérieurs tels que des développements politiques et économiques ou des changements de politique de la part de certains gouvernements. Ainsi, en cas de baisse des marchés actions, la valeur liquidative du fonds pourra baisser.

Risque de change :

Une part de l'actif pouvant être libellée dans des devises différentes de la devise de référence du portefeuille, l'Euro, le fonds peut être affectée selon le sens des opérations, à la baisse (en cas d'achat) ou à la hausse (en cas de vente), par une modification ou par toute fluctuation des taux de change.

Risque de taux :

le fonds sera investi en obligations ou autres titres à revenu fixe qui peuvent enregistrer des performances négatives suite à des fluctuations du niveau des taux d'intérêt. En règle générale, les cours des titres à revenu fixe grimpent lorsque les taux d'intérêt chutent et baissent lorsque les taux se resserrent. Ainsi, en cas de hausse des taux d'intérêts, la valeur des actifs investis peut baisser et entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risque liés aux obligations convertibles :

La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque de crédit :

Le fonds peut être investi en titres de créances ou obligations d'émetteurs privés ou publics et ainsi être exposé au risque éventuel de dégradation de la signature de l'émetteur ou de défaillance de l'émetteur. Le niveau de risque de crédit est variable en fonction des anticipations, des maturités et du degré de confiance en chaque émetteur ce qui peut réduire la liquidité des titres de tel ou tel émetteur et avoir un impact négatif sur la valeur liquidative du Fonds, notamment, en cas de liquidation par le Fonds de ses positions dans un marché au volume de transactions réduit.

Risque de crédit lié à l'investissement dans des titres spéculatifs (« high yield ») :

Le portefeuille peut être exposé en titres de créances ou obligations et être exposé au risque de crédit sur les émetteurs. Ces titres, représentant une créance émise par les entreprises ou les états, présentent un risque de crédit ou de signature. Ce risque augmente la probabilité que l'émetteur et/ou l'émission

n'honore pas ses engagements vis-à-vis de l'investisseur en raison d'une notation « High Yield ». En cas de faillite de l'émetteur ou en cas de dégradation de la qualité des émetteurs, par exemple de leur notation par les agences de notation financière, ou si l'émetteur n'est plus en mesure de le rembourser et de verser à la date contractuelle l'intérêt prévu, la valeur des obligations peut baisser et faire baisser la valeur liquidative du fonds. Le portefeuille peut être exposé jusqu'à 20 % au risque de crédit sur des titres à caractère spéculatifs non notés ou notés « High Yield ». Ce fonds doit être considéré comme spéculatif et s'adressant plus particulièrement à des investisseurs conscients des risques inhérents aux investissements dans des titres dont la notation est basse ou inexistante. Ainsi, l'utilisation de titres spéculatifs pourra entraîner un risque de baisse de la valeur liquidative plus important.

Risque lié aux dérivés :

Le recours aux instruments dérivés peut induire une baisse de l'actif net plus significative que celle des marchés investis.

Risques accessoires :

Ces risques sont accessoires car la gestion n'expose pas le Fonds au-delà de 10 % de son actif net.

Risque pays lié à l'investissement sur les titres émis par les pays émergents :

Les titres d'émetteurs issus des marchés des pays émergents peuvent offrir une liquidité plus restreinte voire ne plus être négociables momentanément, du fait notamment de l'absence d'échanges sur le marché ou de restrictions réglementaires. En outre, les mouvements de baisse peuvent être plus marqués et plus rapides que dans les pays développés créant ainsi un risque de volatilité. Ces éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Garantie ou protection

Néant

DUREE MINIMUM DE PLACEMENT RECOMMANDEE

5 ans.

| COMMISSAIRE AUX COMPTES

PriceWaterhouseCoopers Audit

2 – Politique d'investissement

a. Scénario économique – environnement économique ayant une influence sur l'OPCVM au cours de l'exercice.

L'année 2020 a été atypique sur les marchés et a vu s'accumuler les records, notamment des prix du WTI qui traitaient en territoire négatif le 20 avril (-37.63\$ à la clôture) ou encore une volatilité record atteint au pic de la crise du Covid-19 : 82.69 pour le VIX (S&P 500) à la clôture du 16 mars et 95.02 atteint en séance le même jour sur le V2X (EuroStoxx 50).

Le début d'année a d'abord été marqué par l'optimisme des investisseurs en raison des avancées sur l'accord sino-américain et le brexit. Cela a permis aux indices d'atteindre de nouveaux sommets à plusieurs reprises, faisant fi d'un début d'épidémie de coronavirus dans la province de Hubei en Chine. Cependant, la prolifération du virus en dehors des frontières chinoise et sa classification au stade de pandémie en mars a entraîné une fermeture brutale des économies (confinement de plus de 4 milliards de personnes dans près de 100 pays, paralysie du transport aérien, des hôtels et des commerces, arrêt des productions industrielles, télétravail massif) et a fait paniquer les investisseurs. Le CAC 40 s'est effondré de 38,6% entre le 19 février et le 18 mars, signant la chute la plus rapide de son histoire.

Face à la crise sanitaire, les banques centrales et les Etats ont multipliés les actions fortes : chômage partiel, soutien aux entreprises les plus touchées, politiques monétaires ultra-accommodantes, annonce de plans de relance massifs. Ces actions, dont il faut saluer la rapidité par rapport à 2008, se sont avérées bénéfiques pour les marchés et pour l'économie évitant une dépression durable. Cela a permis à l'indice parisien de retrouver les 5000 points dès le mois de juin signant un rebond de +38,5% en l'espace de 2 mois et demi, bien aidé par les dé-confinements à travers le monde.

La période estivale qui s'en est suivie fut assez calme, les indices mondiaux évoluant dans un range assez resserré. Dans la dernière partie d'année, la seconde vague très redoutée a finalement fait son apparition avec de nouvelles restrictions venant mettre à mal le scénario de reprise en V de l'économie, pour autant, les gouvernements ont voulu protéger les industries avec des re-confinements plus souples. Le mois de novembre a connu deux évènements marquants : tout d'abord l'élection de Joe Biden comme 45ème président des Etats-Unis qui a été saluée par les marchés. Puis surtout, le 9 novembre en milieu de journée : Pfizer et BioNTech ont trouvé un vaccin, efficace à 90%. Le monde a retrouvé espoir, et la Bourse aussi. Les indices ont été portés par les valeurs qui avaient le plus souffert depuis mars par anticipation d'une réouverture définitive des économies.

D'un point de vue boursier, cette année encore, les investisseurs ont privilégié les valeurs défensives de croissance et conférant une bonne visibilité, malgré leur cherté. Tandis que les valeurs liées au cycle ont été largement délaissées en raison des nombreuses incertitudes et de l'arrêt brutal des économies. Nous avons assisté à une rotation sectorielle en faveur des valeurs cycliques à partir du 9 novembre et l'annonce du premier vaccin. Les valeurs liées au tourisme, à l'énergie (réouverture des économies), aux matières premières (plans de relance d'infrastructures en Chine) mais aussi les financières ont surperformé le marché en fin d'année mais n'ont pas rattrapé leur niveau pré-crise.

Au niveau des indices mondiaux, les écarts de performance sont impressionnants, principalement en raison des différences de pondération sectorielle. Ainsi, aux Etats-Unis, les indices boursiers ont volé de record en record jusqu'aux derniers jours de l'année en raison de la prépondérance des valeurs technologiques : le S&P 500 a progressé de 16,3% en 2020, le Nasdaq de 43.6%. En Europe le DAX et l'OMX côtoient également leurs plus hauts et terminent l'année à +2,5% et +9,4%, respectivement. Le CAC 40 (-7,1%), l'IBEX 35 (-15,5%), le FTSE MIB (-6,7%), le FTSE 100 (-18,9%) restent en territoire négatifs sur 2020 et loin de leurs plus hauts historiques. En Asie peu de records historiques mais des indices très bien orientés notamment au Japon où le Nikkei évolue sur des niveaux inédits depuis l'été

1990 (+16% en 2020) et en Chine où l'indice CSI 300 a progressé de +27,2%. Cette forte dynamique boursière à travers le monde a permis au MSCI World USD de progresser de +14,3% et de clôturer l'année sur un plus haut historique... ! Cette situation peut paraître paradoxale, compte tenu du bilan humain de la pandémie et de ses conséquences économiques notamment sur les résultats d'entreprises, déjà visibles et à venir. Mais les marchés d'actions continuent d'être soutenus par l'abondance de l'argent à investir (des institutionnels, mais aussi des particuliers qui, faute de pouvoir voyager et consommer normalement, ont épargné) et par la faiblesse des taux d'intérêt, qui rend si peu attrayantes les obligations et qui pousse les investisseurs à élever les multiples de valorisation.

Au niveau macroéconomique, la crise du Covid-19 a été la pire crise en période de paix et a entraîné un choc brutal dans la dynamique de croissance du PIB mondial, l'ensemble des zones va connaître une décroissance en 2020, à l'exception de la Chine qui fait figure de locomotive de la croissance mondiale. En terme annuel, le PIB mondial affichera une contraction proche de 4% en 2020.

Tous les pays ont connu des parcours identiques décalés dans le temps en fonction du début et de l'ampleur de la diffusion du virus. Parmi les pays développés, l'Europe souffre davantage que les Etats-Unis, qui ont levé les confinements plus tôt et soutenu leurs économies plus massivement au printemps. La Chine est repartie en premier, ayant contenu l'épidémie dès le mois de mars. La France aurait vu son PIB s'effondrer d'environ 9% en 2020, c'est légèrement plus que l'évolution du PIB de la zone euro estimé à -7,3%. Cette récession mondiale a été largement freinée par les interventions massives et rapides des banques centrales qui ont déversé des monceaux de liquidités : le bilan agrégé des 4 banques centrales a bondi de près de 9 000 milliards de dollars au cours de la crise et cela devrait se poursuivre en 2021. Cela peut surprendre, vu d'Europe, mais c'est bien une réalité : la Fed a été, l'an passé, encore plus active que sa consœur la Banque centrale européenne (BCE). En conséquence, le billet vert a marqué le pas face à la monnaie unique. L'euro s'est en effet apprécié de près de 9 % ! Les Etats ont aussi contribué à soutenir les économies en multipliant les plans de soutien budgétaire rendus possible par la politique monétaire ultra accommodante garantissant des taux bas : c'est la mise en application de la théorie monétaire moderne (MMT).

Si un scénario de dépression a été évité, les incertitudes demeurent sur la forme de la reprise. Tant que le virus circule activement, la capacité des économies à retrouver leur tendance d'avant crise reste limitée. En première ligne face aux mesures de distanciation sociale, le secteur des services a été particulièrement touché notamment dans des pays comme la France. En fin d'année, les indicateurs économiques ressortent en moyenne au-dessus des attentes avec en particulier une hausse de la confiance des industriels en Europe et une reprise économique solide en Chine (dans tous les secteurs). Cela étant, la mise en place de nouvelles restrictions fin décembre alimente les risques d'une nouvelle faiblesse des indicateurs de confiance sur début janvier.

Partout, le chômage a explosé et devrait se maintenir à des niveaux plus élevés qu'auparavant. En ce qui concerne les enquêtes d'activité, la perspective d'un vaccin a permis un rebond des PMIs manufacturier et de services en décembre dans l'ensemble des pays après avoir touché des niveaux historiquement bas durant le premier confinement, l'industrie manufacturière (PMI) se maintient en zone d'expansion à travers le monde tandis que l'industrie des services (PMI) reste en zone de contraction en raison de l'arrêt du tourisme et des loisirs.

b. Politique de l'OPCVM – explication de la stratégie d'investissement pendant l'exercice.

Le fonds Nouvelle Stratégie 50 a clôturé l'année avec une performance de 2,48%, surperformant son benchmark de 2,13%.

Durant la première moitié du trimestre, nous avons allégé Veolia au profit d'Engie dans le secteur des utilities en raison d'un différentiel de performance et de valorisation excessif. La seconde partie du trimestre a été témoin d'un violent krach boursier lié à la crise sanitaire, le MSCI Euro a chuté de 38% entre le 19 février et le 18 mars tandis que la volatilité a tutoyé des sommets plus vus depuis 2008 et la

grande crise financière. La forte volatilité des marchés a nécessité une grande réactivité pour profiter des excès à la baisse ou à la hausse. Nous avons privilégié les leaders peu ou pas endettés opérant dans des secteurs qui resteront porteurs dans un monde post crise sanitaire où les priorités auront changé. Cette période a permis de renforcer la position en Geberit, leader dans le monde des WC avec un accent mis sur l'innovation et la durabilité des produits. Durant la crise, Geberit a poursuivi ses investissements dans sa croissance future et son budget R&D n'a pas été révisé en baisse. Fort d'un pipe-line unique, Geberit devrait entrer dans un nouveau cycle de croissance de 4-6%/an.

Au second trimestre, les indices boursiers ont connu des rebonds proches de 40 % depuis leurs points bas en mars ayant fortement réagi à l'OPA des banques centrales sur les marchés financiers. Nouvelle Stratégie 50 a continué de renforcer son exposition sur les secteurs de croissance visible. Notamment la santé avec le renfort du laboratoire Roche, titre défensif et dont la partie diagnostic a été révélée dans le contexte de crise sanitaire. La branche représente 20% du CA mais demeurerait largement ignorée par les investisseurs. Si, à l'avenir, le soutien monétaire et budgétaire massif permettrait de limiter assez fortement les corrections, il ne doit pas cacher une dissociation entre la valorisation des indices et les fondamentaux économiques. Ainsi, le scénario de reprise en V apparaissait largement anticipé à l'issu du premier semestre. Avec un potentiel supplémentaire qui semble réduit, il était logique d'anticiper un été volatil, par conséquent, Nouvelle Stratégie 50 a profité du rebond de valeurs de qualité pour prendre des profits à l'image de Relx et Seb. Pour la deuxième partie de l'année, le débat devrait s'installer sur trois paramètres : une éventuelle seconde vague de la pandémie, l'évolution de l'économie mondiale et la mise en place d'un vaccin.

Le second semestre a débuté avec une période estivale très calme sur les Bourses où les indices européens sont restés proches de leurs plus hauts et les Etats-Unis ont marqué de nouveaux records. Les investisseurs ont acté un peu rapidement la découverte d'un vaccin et un scénario d'activité économique de retour au niveau pré-Covid. La rentrée a tout de même été plus fébrile. Les marchés sont entrés dans une période historiquement plus délicate à l'approche du scrutin américain. Nouvelle Stratégie 50 a profité du calme estival pour effectuer des ajustements sur des thèmes porteurs identifiés comme les gagnants de la crise du covid. La thématique de la digitalisation été renforcée à travers Infineon Technologie dans les semi-conducteurs. La thématique de la santé a également été renforcée avec Novo Nordisk, leader mondial des traitements contre le diabète. La société entre dans une nouvelle ère de croissance qui devrait être soutenue par l'augmentation continue du nombre de patients diabétique, le lancement de nouveaux produits dans le diabète et l'obésité et le gain de part de marché. L'arrivée prochaine d'une version orale pour traiter le diabète devrait redynamiser la croissance des volumes et la pénétration du marché. A l'inverse, nous avons vendu nos titres Elior dont l'activité de restauration collective est mise à mal par les mesures de confinement et l'avènement du télétravail et allégé notre position en SAP suite au décalage d'un an de ses prévisions de résultats en raison de l'accélération plus forte qu'attendu de l'adoption au cloud.

La fin de l'année 2020 aura été marquée par la levée de deux risques majeurs. Dans un scénario inattendu de cohabitation, les élections présidentielles américaines ont finalement été plébiscitées par les investisseurs. L'annonce d'un vaccin contre le Covid a provoqué un rally des indices semblable à celui du fameux « Whatever it takes... » de Mario Draghi en 2012. Ce rally a été l'occasion d'effectuer des prises de profits sur des valeurs au plus haut historique comme ASML.

c. Perspective - vision des possibilités futures de l'OPCVM.

Année extraordinaire à bien des égards, 2020 aura vu la fin d'une décennie de marchés haussiers et simultanément l'éclosion d'un cycle boursier prometteur avec la levée de deux risques majeurs. Dans un scénario inattendu de cohabitation, les élections présidentielles américaines ont finalement été plébiscitées par les investisseurs. L'annonce d'un vaccin contre le Covid a provoqué un rally des indices semblable à celui du fameux « Whatever it takes... » de Mario Draghi en 2012. La normalisation économique qui devrait s'en suivre sera à la hauteur de l'aspect inégalitaire de la crise et ne se fera pas

sans heurts. L'année boursière devrait se dérouler en deux temps avec l'affaiblissement du dollar pour principal risque.

Les performances, classements, prix, notations, statistiques et données passées ne sont pas des indicateurs fiables de performances, classements, prix, notations, statistiques et données futures.

Principaux Mouvements intervenus dans le portefeuille au cours de l'exercice (en €)

Titres	ISIN	Somme des Acquisitions	Somme des Cessions
BT ST GOBAIN 21/04/2020	FR0126041963	500 087,52	-
CAPGEMINI SE 1,625 15/04/2026	FR0013507852	200 027,00	-
INFINEON TECH	DE0006231004	103 669,00	-
BNP-FR BP CAS IN	FR0007496047	102 171,65	258 716,54
GEBERIT AG-REG	CH0030170408	100 935,65	-
GIVAUDAN FIN EUR 1 22/04/2027	XS2126169742	100 450,00	-
VEOLIA ENVIRONNE	FR0000124141	85 347,19	345 115,39
ASML HOLDING NV	NL0010273215	-	150 510,58
RELX PLC	GB00B2B0DG97	-	184 864,39
SAP SE	DE0007164600	-	209 684,37

Instruments financiers du Groupe investis dans l'OPC à la fin de l'exercice (en €)

Type Instrument	Code ISIN	Libellé court valeur	Valeur Boursière totale
OPCVM	FR0011683077	MAM SHORT TERM BOND Part I	1 039 813,00

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – règlement SFTR (en €)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

Performance Annuelle

La performance annuelle s'élève à 2.48 %.

Le benchmark du fonds réalise une performance de 0.35% sur cette période.

La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC

Changements intéressant le Fonds intervenus au cours de l'exercice

- Changement du taux EONIA vers son taux de remplacement "Ester + 8.5 bps" capitalisé (Euro Short Term Rate) dans son indice de référence
- Changement dépositaire et valorisateur : Passage de BPSS à CACEIS le 27 novembre 2020

Changements intéressant le Fonds à intervenir au cours du prochain exercice

Néant.

3 – Déontologie

Critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance

En ce qui concerne la prise en compte des critères ISR dans les investissements réalisés, des études sectorielles et thématiques sont réalisées de façon mensuelle, en vue de la définition du périmètre d'investissement ISR. Dans ces documents, les enjeux ISR du secteur sont identifiés, et le profil ESG des entreprises y est décrit. Ces dix études annuelles sont présentées à tous les gérants et enregistrées sur la base de données commune à l'ensemble des équipes de Meeschaert Asset Management.

Meeschaert AM est également signataires des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) depuis décembre 2009

La politique ESG de Meeschaert Asset Management est disponible sur le site internet www.meeschaertassetmanagement.com à la rubrique Informations réglementaires. Elle a été actualisée en 2020 pour répondre précisément à l'article 173 de la Loi de Transition Énergétique pour une Croissance Verte.

Un site internet dédié aux activités ISR a également été créé : www.isr.meeschaert.com où figurent le code de transparence ISR et les informations sur les activités ISR mises en oeuvre par Meeschaert AM. Des actualités ESG sont rendues disponibles au public sur le site de Meeschaert AM: elles divulguent chaque mois une synthèse de l'analyse ESG d'un secteur.

Le fonds a de nouveau obtenu le label ISR en octobre 2019 pour une période de 3 ans. Soutenu par les pouvoirs publics, il vise à offrir aux épargnants une meilleure visibilité sur les produits ISR en s'assurant de leur transparence et de l'intégration de critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) à leur gestion, devant répondre à une mesure concrète des impacts positifs en faveur d'une économie durable. Retrouver toutes les informations sur ce label sur www.llabelisr.fr.

Empreinte Carbonne

Dans le cadre de la loi de Transition Énergétique et Écologique (article 173), bien que non soumis à l'obligation de publier un rapport, Meeschaert Asset Management a réalisé en 2020 l'évaluation de l'empreinte carbone et la contribution à la transition énergétique et écologique de certains portefeuilles. Le FCP Nouvelle Stratégie 50 affiche, au 30/06/2020 des émissions induites de 186,36 tonnes de CO2 pour 1 million d'euros d'encours (calcul réalisé d'après le Carbon Disclosure Project, qui recensent les données carbone communiquées par les entreprises sur l'exercice 2019). Ces informations s'intègrent dans le rapport d'impact du fonds, publié en 2019. Ce rapport présente également l'empreinte (sociale), des indicateurs d'impacts sur les droits humains ainsi que des indicateurs liés à la gouvernance. Par ailleurs, la politique ESG de Meeschaert AM expose la prise en compte des enjeux climatiques dans la gestion.

Politique de sélection des intermédiaires

Le choix des intermédiaires financiers fait l'objet d'un ensemble formalisé de procédures. MAM a établi une politique de sélection des intermédiaires dans laquelle elle définit les critères de choix et la manière dont elle contrôle la qualité d'exécution des prestataires sélectionnés. La politique de sélection et d'évaluation des intermédiaires financiers est disponible sur le site internet de MAM dans la partie informations règlementaires.

La politique de sélection et d'évaluation des intermédiaires financiers de Meeschaert Asset Management est disponible sur le site internet www.meeschaertassetmanagement.com à la rubrique Informations réglementaires.

Politique des droits de vote

Conformément à l'article 322-75 du règlement général de l'AMF, Meeschaert Asset Management élabore un document sur la politique de vote qu'elle a adoptée. Ce document peut être consulté au siège de la société de gestion 12 Rond-point des Champs Elysées à Paris ou sur les sites : www.meeschaertassetmanagement.com et www.isr.meeschaert.com. Meeschaert AM publie chaque année un rapport sur l'exercice des droits de votes détaillant l'intégralité des votes réalisés au cours de l'année précédente.

Politique de rémunération en vigueur au sein de la société de gestion.

Dans le cadre de la mise en application de la Directive N° 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (dite OPCVM V), la société de gestion a mis en place une politique de rémunération dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Eléments qualitatifs**

La politique de rémunération est décidée en cohérence avec la stratégie économique, les objectifs, les valeurs et les intérêts à long terme de MAM. Cette politique n'encourage pas une prise de risque susceptible d'excéder le niveau de risque défini par MAM.

Conformément à l'article 319-10 10° du Règlement Général de l'AMF, un équilibre approprié est établi entre les composantes fixe et variable de la rémunération globale et la composante fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale pour qu'une politique souple puisse être exercée en matière de composantes variables de la rémunération, notamment la possibilité de ne payer aucune composante variable.

La rémunération variable reflète des performances durables et conformes à la politique de risques en fonction de l'atteinte des objectifs qualitatifs et quantitatifs conformément aux plans de rémunérations variables et aux résultats de MAM, liant ainsi de fait, les intérêts des collaborateurs avec ceux de MAM, de ses actionnaires et de ses investisseurs, à court et à moyen terme. Elle vise à reconnaître la performance individuelle voire collective dépendant d'objectifs définis en début d'année et fonction du contexte, des résultats mais aussi des comportements pour atteindre ceux-ci selon un référentiel commun à l'ensemble du Groupe Meeschaert. Afin de prévenir tout conflit d'intérêts, la rémunération variable n'est pas directement et uniquement corrélée aux revenus générés.

MAM dispose d'un comité spécialisé en matière de rémunérations composé des 3 personnes suivantes :

- Le Président du groupe Meeschaert qui est aussi le Président du Conseil de Surveillance de MAM. Il exerce les fonctions de Président du comité de rémunérations de MAM.
- Le Secrétaire Général du groupe Meeschaert
- Le Président de la société de gestion MAM.

Le personnel concerné par les dispositions de rémunération correspond à toutes les personnes qui ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds et/ou de la société de gestion : dirigeants, gérants, COO, responsables des fonctions de contrôle et de risques, commerciaux, personnel assimilés par leur niveau de rémunération.

L'attribution individuelle des parts variables de rémunération du personnel identifié est corrélée :

- d'une part, à une évaluation individuelle annuelle formalisée qui prend en compte la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés
- d'autre part, aux résultats de MAM.

En conséquence des principes rappelés ci-dessus, la rémunération variable comporte :

- Une part acquise, ci-après « Part Acquise », qui représente 50% de la rémunération variable ;

- Une part conditionnelle, ci-après « Part Conditionnelle » qui représente également 50% de la rémunération variable et qui est soumise à la réalisation cumulative des quatre conditions suivantes :
 - ✓ Présence ;
 - ✓ Performance individuelle.
 - ✓ Résultats de MAM
 - ✓ Respect des règles, chartes, et codes de déontologie en vigueur dans l'entreprise.

Modalités de versement et mesures d'ajustement de la rémunération :

Les modalités de règlement différé des rémunérations variables ne s'appliquent pas lorsque le montant de la rémunération variable attribuée est inférieur ou égal à un seuil fixé à 100 000 euros.

La Part Acquise de la rémunération variable égale à 50% du montant total de la rémunération variable est versée en numéraire au plus tard le 30 avril de l'année N+1.

La Part Conditionnelle est versée en instruments financiers par tiers différé, sur les trois exercices postérieurs à celui de l'attribution.

La rémunération variable, y compris la part reportée, n'est payée ou acquise que si son montant est compatible avec la situation financière de la SGP et si elle est justifiée par les performances de l'unité opérationnelle, des portefeuilles qu'elle gère et de la personne concernés. Le montant total des rémunérations variables est en général diminué d'une part substantielle lorsque la société de gestion de portefeuille n'est pas bénéficiaire et/ou les portefeuilles qu'elle gère enregistrent des performances financières médiocres en référence à leur indicateur de référence.

Type d'instruments financiers versés : Le personnel identifié recevra du cash indexé sur un panier de fonds MAM représentatifs de la gestion mise en œuvre par la société de gestion dans le cadre de ses activités. Ces fonds seront représentatifs des trois types de gestion actions, obligations et diversifiées.

- **Eléments quantitatifs**

Meeschaert Asset Management en qualité de société de gestion de portefeuille dispose d'un agrément, dans le cadre de la gestion concernant les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières (OPCVM), conformément à la Directive n°2009/65/CE (Directive OPCVM) et également dans le cadre de la gestion de Fonds d'Investissement Alternatifs (FIA), conformément à la Directive n°2011/61/UE (Directive AIFM).

Les responsabilités qui incombent à Meeschaert Asset Management dans le cadre de ces deux dispositions sont relativement similaires et Meeschaert Asset Management estime que son personnel est rémunéré de la même manière pour les tâches relevant de l'administration d'OPCVM ou de fonds d'investissement alternatifs.

Meeschaert Asset Management a versé à son personnel sur son exercice clos au 31 décembre 2020 les montants suivants :

- Montant total brut des rémunérations fixes versées (excluant les paiements ou avantages pouvant être considérés comme faisant partie d'une politique générale et non discrétionnaire et n'ayant aucun effet incitatif sur la gestion des risques) : 1 733 769 EUR
- Montant total brut des rémunérations variables versées : 568 500 EUR
- Nombre de bénéficiaires : 24

Montant agrégé des rémunérations, ventilé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel du gestionnaire dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque du fonds. Les systèmes de Meeschaert Asset Management ne permettent pas une telle identification par fonds géré.

Aussi les chiffres ci-dessous présentent le montant agrégé des rémunérations au niveau global de Meeschaert Asset Management

- Montant agrégé des rémunérations des cadres supérieurs : 433 500 EUR
- Montant agrégé des rémunérations des membres du personnel de Meeschaert Asset

Management dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds dont elle est la société de gestion (excluant les cadres supérieurs) : 1 072 091 EUR

La politique de rémunération a été adoptée par le conseil de surveillance du 28/03/2017.



COMPTES ANNUELS

La publication des comptes annuels, figurant dans les pages suivantes, est réalisée par CACEIS Bank.



NOUVELLE STRATEGIE 50

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2020**



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2020**

NOUVELLE STRATEGIE 50
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion
MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT
12, rond-point des Champs Elysées
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement NOUVELLE STRATEGIE 50 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2020 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Organismes de Placements Collectifs, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des Organismes de Placements Collectifs et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Frédéric SELLAM

BILAN ACTIF AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	16 215 092,59	16 259 958,53
Actions et valeurs assimilées	14 338 171,86	14 514 381,95
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	14 338 171,86	14 514 381,95
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	540 938,69	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	540 938,69	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	250 051,96
Négoiciés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	250 051,96
Titres de créances négociables	0,00	250 051,96
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	1 335 982,04	1 495 524,62
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	1 335 982,04	1 495 524,62
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	7 500,03	0,00
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	7 500,03	0,00
COMPTES FINANCIERS	138 822,52	1 250 024,02
Liquidités	138 822,52	1 250 024,02
TOTAL DE L'ACTIF	16 361 415,14	17 509 982,55

BILAN PASSIF AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	16 224 634,32	17 466 647,00
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	220 696,39	33 275,00
Résultat de l'exercice (a,b)	-118 349,88	-58 667,90
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	16 326 980,83	17 441 254,10
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instrument financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	34 434,31	68 728,45
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	34 434,31	68 728,45
COMPTES FINANCIERS	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	16 361 415,14	17 509 982,55

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	239 243,46	352 125,77
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	150,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	239 393,46	352 125,77
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	5 416,63	-4 785,00
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	5 416,63	-4 785,00
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	233 976,83	347 340,77
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	355 775,68	-401 685,25
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-121 798,85	-54 344,48
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	3 448,97	-4 323,42
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-118 349,88	-58 667,90

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Les EMT précédemment présentés dans la catégorie « autres titres de créances » à l'actif du bilan au 31/12/2019 sont désormais présentés dans la catégorie « obligations » Cette modification résulte du changement de valorisateur intervenu le 27/11/2020.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0000970972 - NOUVELLE STRATEGIE 50 C : Taux de frais maximum de 2,392% TTC déduction faite des parts en portefeuille d'OPCVM et/ou de FIA européens ouverts à une clientèle non professionnelle, gérés par la société de gestion Meeschaert Asset Management.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Parts NOUVELLE STRATEGIE 50 C	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	17 441 254,10	15 709 577,72
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	1 932 705,39	3 000 011,22
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-3 359 576,89	-4 092 601,13
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	461 818,32	452 348,09
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-213 583,31	-382 184,94
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Frais de transactions	-12 317,35	-35 587,12
Différences de change	-1 405,88	-0,01
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	199 885,30	2 844 034,75
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>4 995 442,72</i>	<i>4 795 557,42</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-4 795 557,42</i>	<i>-1 951 522,67</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-121 798,85	-54 344,48
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	16 326 980,83	17 441 254,10

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	540 938,69	3,31
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	540 938,69	3,31
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	540 938,69	3,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 822,52	0,85
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%	[3 mois - 1 an]	%	[1 - 3 ans]	%	[3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 784,25	1,32	326 154,44	2,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	138 822,52	0,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 CHF		Devise 2 DKK		Devise 3		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	765 339,76	4,69	435 772,55	2,67	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/12/2020
CRÉANCES		
	Souscriptions à recevoir	7 500,03
TOTAL DES CRÉANCES		7 500,03
DETTES		
	Frais de gestion fixe	34 434,31
TOTAL DES DETTES		34 434,31
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-26 934,28

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	23 398,054	1 932 705,39
Parts rachetées durant l'exercice	-41 489,461	-3 359 576,89
Solde net des souscriptions/rachats	-18 091,407	-1 426 871,50
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	191 087,098	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	31/12/2020
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	355 775,68
Pourcentage de frais de gestion fixes	2,24
Frais de gestion variables	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2020
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/12/2020
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2020
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			1 039 813,00
Instruments financiers à terme	FR0011683077	MAM SHORT TERM BONDS CI	1 039 813,00
Total des titres du groupe			1 039 813,00

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	-118 349,88	-58 667,90
Total	-118 349,88	-58 667,90

	31/12/2020	31/12/2019
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-118 349,88	-58 667,90
Total	-118 349,88	-58 667,90

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	31/12/2020	31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	220 696,39	33 275,00
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	220 696,39	33 275,00

	31/12/2020	31/12/2019
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	220 696,39	33 275,00
Total	220 696,39	33 275,00

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Actif net en EUR	16 851 287,97	17 482 673,21	15 709 577,72	17 441 254,10	16 326 980,83
Nombre de titres	237 434,613	222 882,909	223 074,825	209 178,505	191 087,098
Valeur liquidative unitaire	70,97	78,43	70,42	83,37	85,44
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-0,09	2,08	1,66	0,15	1,15
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,11	-0,06	-0,11	-0,28	-0,61

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
ALLIANZ SE-REG	EUR	3 500	702 450,00	4,30
INFINEON TECHNOLOGIES	EUR	10 000	313 900,00	1,92
SAP SE	EUR	3 000	321 660,00	1,97
TOTAL ALLEMAGNE			1 338 010,00	8,19
DANEMARK				
NOVO NORDISK AS	DKK	7 600	435 772,55	2,67
TOTAL DANEMARK			435 772,55	2,67
ESPAGNE				
ENAGAS SA	EUR	5 400	97 011,00	0,59
TOTAL ESPAGNE			97 011,00	0,59
FRANCE				
AIR LIQUIDE	EUR	4 791	643 191,75	3,94
ATOS SE	EUR	5 800	433 724,00	2,66
AXA	EUR	27 500	536 580,00	3,29
CAPGEMINI SE	EUR	5 550	703 740,00	4,31
EDENRED	EUR	7 500	348 075,00	2,13
ENGIE	EUR	27 930	349 683,60	2,14
ESSILORLUXOTTICA	EUR	6 080	775 504,00	4,75
KORIAN SA	EUR	14 060	440 640,40	2,70
L'OREAL	EUR	2 500	777 000,00	4,76
MICHELIN - CATEGORIE B	EUR	3 130	328 493,50	2,01
PEUGEOT	EUR	21 300	476 481,00	2,92
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	7 800	922 740,00	5,65
SEB	EUR	5 300	789 700,00	4,84
SUEZ SA	EUR	24 800	402 256,00	2,46
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	24 300	486 243,00	2,98
WORLDLINE SA	EUR	5 620	444 542,00	2,72
TOTAL FRANCE			8 858 594,25	54,26
ITALIE				
TELECOM ITALIA ORD SPA	EUR	392 000	147 940,80	0,91
TOTAL ITALIE			147 940,80	0,91
PAYS-BAS				
ASML HOLDING NV	EUR	1 800	715 590,00	4,38
KONINKLIJKE DSM	EUR	4 100	577 280,00	3,54
TOTAL PAYS-BAS			1 292 870,00	7,92
ROYAUME-UNI				
RELX PLC	EUR	38 600	773 158,00	4,73
UNILEVER PLC	EUR	12 700	629 475,50	3,86
TOTAL ROYAUME-UNI			1 402 633,50	8,59
SUISSE				
GEBERIT NOM.	CHF	700	359 137,20	2,20
ROCHE HOLDING AG-GENUSSSCHEIN	CHF	1 420	406 202,56	2,49
TOTAL SUISSE			765 339,76	4,69
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			14 338 171,86	87,82

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
TOTAL Actions et valeurs assimilées			14 338 171,86	87,82
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
FRANCE				
CAPGEMINI SE 1.625% 15-04-26	EUR	200 000	218 723,59	1,34
ORPEA 2.625% 10-03-25 EMTN	EUR	100 000	106 667,23	0,65
TOTAL FRANCE			325 390,82	1,99
PAYS-BAS				
GIVAUDAN FINANCE EUROPE BV 1.0% 22-04-27	EUR	100 000	107 430,85	0,66
STELLANTIS NV 2.0% 20-03-25	EUR	100 000	108 117,02	0,66
TOTAL PAYS-BAS			215 547,87	1,32
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			540 938,69	3,31
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			540 938,69	3,31
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
BNP PARIBAS CASH INVEST	EUR	131	296 169,04	1,81
MAM SHORT TERM BONDS CI	EUR	100	1 039 813,00	6,37
TOTAL FRANCE			1 335 982,04	8,18
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			1 335 982,04	8,18
TOTAL Organismes de placement collectif			1 335 982,04	8,18
Créances			7 500,03	0,05
Dettes			-34 434,31	-0,21
Comptes financiers			138 822,52	0,85
Actif net			16 326 980,83	100,00

Parts NOUVELLE STRATEGIE 50 C1	EUR	191 087,098	85,44
---------------------------------------	------------	--------------------	--------------

